

Le très hon. MACKENZIE KING: Je tiens à contredire immédiatement cette assertion.

Le très hon. M. BENNETT: C'est à ça que cela revient.

Le très hon. MACKENZIE KING: Ce sont deux choses absolument différentes. Le Gouvernement actuel n'a jamais dit qu'il n'était pas prêt à donner aux pilotes anglais l'occasion de venir s'entraîner au Canada, mais ils le feront dans nos propres établissements qui relèvent de notre ministre de la Défense nationale, lequel est responsable envers notre Parlement. C'est tout autre chose que d'avoir un service des forces anglaises établissant ses quartiers-généraux au Canada, dirigeant ses propres hommes et relevant non pas du Parlement canadien pour ce qui se passe en conséquence au Canada, mais du Parlement et du peuple anglais.

Le très hon. M. BENNETT: Et cependant nous avons au Canada la route qui mène au Yukon et à l'Alaska, une route militaire, qui servira non pas à l'un des associés de l'Empire, mais à un pays étranger...

Le très hon. MACKENZIE KING: Quoi?

Le très hon. M. BENNETT: A un pays étranger.

Le très hon. MACKENZIE KING: Et alors?

Le très hon. M. BENNETT: C'est tout. Je demande si cela cadre avec cette discussion.

Le très hon. MACKENZIE KING: Qui a suggéré cela?

Le très hon. M. BENNETT: Le premier ministre de la Colombie-Britannique, n'est-ce pas? Il ne peut le faire à moins que ce Gouvernement ne le lui permette, parce que le Yukon est sous notre autorité. Et il va à Washington et dit que c'est avec l'approbation du premier ministre.

Le très hon. MACKENZIE KING: Non pas; je vous demande pardon.

Le très hon. M. BENNETT: C'est ce qu'il a dit.

Le très hon. MACKENZIE KING: Non, il ne l'a pas dit.

Le très hon. M. BENNETT: C'est ce qu'il a dit.

Le très hon. MACKENZIE KING: Nullement.

Le très hon. M. BENNETT: Fort bien.

Le très hon. MACKENZIE KING: Il m'a déclaré lui-même formellement qu'il avait agi de son propre chef.

[Le très hon. M. Bennett.]

Le très hon. M. BENNETT: Certainement.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je ne lui ai donné ni encouragement ni autorisation, et il n'en a pas eu jusqu'ici d'une source fédérale en ce qui concerne la route du Yukon. Quand le moment sera venu pour le ministère d'étudier cette question, il répondra au sujet de ce qu'il y a à faire.

M. McGEER: Le chef de l'opposition dit-il qu'il est opposé à la construction de la grande route de l'Alaska?

Le très hon. M. BENNETT: Certainement.

M. McGEER: Je suis heureux de le savoir.

Le très hon. M. BENNETT: Il l'est certainement, dans les conditions suggérées, parce que la porte de derrière est ouverte aussi bien que celle de devant. N'oubliez jamais cela, comme je l'ai dit si souvent. Il n'y a rien de nouveau à cet égard. Ce matin, le ministre de la Défense nationale a laissé au premier ministre le soin de faire la déclaration que nous avons entendue, et c'est le même ministre de la Défense nationale qui a dit au pays que nous allons compter sur la marine de la Grande-Bretagne, et en plus sur celle des Etats-Unis sur le Pacifique. Son discours est là, j'en ai cité de nouveau des extraits l'autre jour. Il n'a pas dit que nous aurions certainement la marine américaine, mais que, à titre d'amitié, elle chercherait probablement à nous débarrasser de nos difficultés.

L'hon. M. MACKENZIE: Je n'ai jamais dit le mot "américaine".

Le très hon. M. BENNETT: Il a mentionné le mot "voisine".

L'hon. M. MACKENZIE: Mais non pas "américaine".

Le très hon. M. BENNETT: Eh! bien, il n'a pas voulu dire le Mexique, que je sache. Je passe à une dernière question. S'il est essentiel que nous dépendions de la marine britannique pour notre vie nationale, est-il incompatible avec notre situation d'association libre avec le pays qui l'assure qu'il ait l'occasion d'établir une école d'instruction au Canada pour ceux qui défendront, non pas leur patrie, mais notre commun héritage, avec leur marine dont nous dépendons, selon le ministre lui-même? Tous en conviendront, je crois, et la grande masse du peuple sera de cet avis.

Le très hon. M. LAPOINTE: Mon très honorable ami appliquera-t-il ce principe même aux forces de terre, à la milice? Serait-il en faveur que la milice du Royaume-Uni se serve du Canada en qualité de colonie de la couronne pour des fins d'instruction militaire?